

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2011 — 1825 [2011/203554]

4 JUILLET 2011. — Loi-programme (I) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — *Emploi*

CHAPITRE I^{er}. — *Cartes de restructuration pour les travailleurs des entreprises en faillite*

Art. 2. Dans l'article 3bis/1 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la formule d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, inséré par la loi du 19 juin 2009, un alinéa 2 est inséré, rédigé comme suit :

"Sans préjudice de l'article 31 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, l'article 3bis est d'application pour les travailleurs licenciés suite à la faillite, la fermeture ou la liquidation de l'entreprise à partir du 1^{er} juillet 2011."

Art. 3. Dans l'article 353bis de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, inséré par la loi du 22 décembre 2003 et modifié par la loi du 19 juin 2009, un alinéa 4 est inséré, rédigé comme suit :

"Sans préjudice de l'article 31 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, cet article est d'application pour les travailleurs licenciés suite à la faillite, la fermeture ou la liquidation de l'entreprise à partir du 1^{er} juillet 2011."

Art. 4. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2011.

CHAPITRE II. — *Généralisation de la déclaration électronique des communications prévues par les articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail*

Art. 5. A l'article 49 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, modifié par les lois des 26 juin 1992 et 30 décembre 2001 et par l'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit :

"Au plus tard le premier jour ouvrable qui suit le jour où s'est produit l'accident technique, l'employeur communique par voie électronique, selon les modalités déterminées par le Roi, à l'Office national de l'Emploi :

1° la date et la nature de l'accident technique;

2° la date de début de la suspension de l'exécution du contrat de travail.

Dans les six jours qui suivent celui au cours duquel s'est produit l'accident technique, l'employeur communique par voie électronique, selon les modalités déterminées par le Roi, à l'Office national de l'Emploi une liste mentionnant les nom, prénoms et numéro d'identification à la sécurité sociale des ouvriers dont l'exécution du contrat de travail est suspendue.;"

2° l'article est complété par un alinéa 10 rédigé comme suit :

"Le Roi détermine les conditions selon lesquelles la communication électronique, visée aux alinéas 4 et 5, peut être remplacée par une communication par lettre recommandée à la poste adressée au bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2011 — 1825 [2011/203554]

4 JULI 2011. — Programmawet (I) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — *Werk*

HOOFDSTUK I. — *Herstructureringskaarten voor werknemers van ondernemingen in falings*

Art. 2. In artikel 3bis/1 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, ingevoegd bij de wet van 19 juni 2009, wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

"Onverminderd artikel 31 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, is artikel 3bis van toepassing voor de werknemers die als gevolg van faillissement, sluiting of vereffening van de onderneming ontslagen worden vanaf 1 juli 2011."

Art. 3. In artikel 353bis van de programmawet (I) van 24 december 2002, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003 en gewijzigd bij de wet van 19 juni 2009, wordt een vierde lid ingevoegd, luidende :

"Onverminderd artikel 31 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in crisis, is dit artikel van toepassing voor de werknemers die als gevolg van faillissement, sluiting of vereffening van de onderneming ontslagen worden vanaf 1 juli 2011."

Art. 4. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2011.

HOOFDSTUK II. — *Veralgemening van de elektronische aangifte van de mededelingen bedoeld bij de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten*

Art. 5. In artikel 49 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1992 en 30 december 2001 en bij het koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde en vijfde lid worden vervangen als volgt :

"Uiterlijk de eerste werkdag na de dag van de technische stoornis deelt de werkgever op elektronische wijze, overeenkomstig de nadere regelen die door de Koning worden bepaald, het volgende mee aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening :

1° de datum en de aard van de technische stoornis;

2° de datum van het begin van de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst.

Binnen zes dagen na de dag van de technische stoornis deelt de werkgever op elektronische wijze, overeenkomstig de nadere regelen die door de Koning worden bepaald, aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een lijst mee met de naam, de voornamen en het identificatienummer van de sociale zekerheid van de werklieden van wie de arbeidsovereenkomst in haar uitvoering is geschorst.;"

2° het artikel wordt aangevuld met een tiende lid, luidende :

"De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de elektronische mededeling, bedoeld in het vierde en het vijfde lid, vervangen kan worden door een mededeling bij een ter post aangetekende brief die verzonden wordt aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is."

Art. 6. L'article 50, alinéa 3, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, modifié par la loi du 30 décembre 2001, est remplacé par ce qui suit :

"L'employeur est tenu de communiquer immédiatement, par voie électronique, à l'Office national de l'Emploi le premier jour de suspension effective de l'exécution du contrat de travail, en vertu du présent article, de chaque mois civil. Le Roi détermine les règles concernant la preuve de l'intempérie et concernant cette communication. Il détermine également les conditions dans lesquelles la communication électronique peut être remplacée par une communication par lettre recommandée à la poste ou par un avis faxé adressé au bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise."

Art. 7. A l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, modifié par les lois des 22 décembre 1989, 29 décembre 1990, 26 juin 1992, 26 mars 1999, 30 décembre 2001 et 12 avril 2011 et par l'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"Communication de l'affichage ou de la notification individuelle doit être envoyée par l'employeur le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle par voie électronique à l'Office national de l'Emploi. Le Roi détermine les règles concernant cette communication. Le Roi détermine également les conditions dans lesquelles la communication électronique peut être remplacée par une communication par lettre recommandée à la poste adressée au bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise."

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

"La notification prévue à l'alinéa 2, 1°, et la communication prévue à l'alinéa 3 mentionnent :

1° la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou le régime de travail à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin;

2° les dates auxquelles les ouvriers seront en chômage. La communication à l'Office national de l'Emploi prévue à l'alinéa 3 contient toutefois seulement le régime prévu concernant la suspension de l'exécution du contrat de travail."

3° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

"La communication prévue à l'alinéa 3 mentionne en outre :

1° les causes économiques qui justifient la suspension totale de l'exécution du contrat ou l'instauration d'un régime de travail à temps réduit;

2° soit les nom, prénoms et numéro d'identification à la sécurité sociale des ouvriers mis en chômage, soit la ou les sections de l'entreprise dont l'activité sera suspendue."

4° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"La notification doit indiquer :

1° soit les nom, prénoms et numéro d'identification à la sécurité sociale des ouvriers mis en chômage, soit la ou les sections de l'entreprise dont l'activité sera suspendue;

2° le nombre de jours de chômage et les dates auxquelles chaque ouvrier sera en chômage; la communication à l'Office national de l'Emploi prévue à l'alinéa 5 contient toutefois seulement le régime prévu concernant la suspension de l'exécution du contrat de travail;

3° la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou le régime de travail à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin."

5° dans le paragraphe 2, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

"Communication de l'affichage ou de la notification individuelle est envoyée par l'employeur le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle par voie électronique à l'Office national de l'Emploi. Le Roi détermine les règles concernant cette communication. Il détermine également les conditions selon lesquelles la communication électronique peut être remplacée par une communication par lettre recommandée à la poste adressée au bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise."

Art. 6. Artikel 50, derde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gewijzigd bij de wet van 30 december 2001, wordt vervangen als volgt :

"De werkgever is verplicht de eerste dag van de werkelijke schorsing van de uitvoering van de overeenkomst, krachtens dit artikel, in elke kalendermaand onmiddellijk op elektronische wijze mede te delen aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. De Koning bepaalt de nadere regelen betreffende het bewijs van het slechte weder en betreffende deze mededeling. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de elektronische mededeling vervangen kan worden door een mededeling bij een ter post aangetekende brief of door een faxbericht verzonden aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is."

Art. 7. In artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 29 december 1990, 26 juni 1992, 26 maart 1999, 30 december 2001 en 12 april 2011 en bij het koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Mededeling van de aanplakking of van de individuele kennisgeving moet de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving door de werkgever op elektronische wijze worden meegedeeld aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. De Koning bepaalt de nadere regelen betreffende deze mededeling. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de elektronische mededeling vervangen kan worden door een mededeling bij een ter post aangetekende brief, verzonden aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is."

2° in paragraaf 1 wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

"De in het tweede lid, 1°, bedoelde kennisgeving en de in het derde lid bedoelde mededeling vermelden :

1° de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid zal ingaan en de datum waarop die schorsing of die regeling een einde zal nemen;

2° de data waarop de werklieden werkloos zullen zijn. De in het derde lid bedoelde mededeling aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bevat evenwel slechts de voorziene regeling inzake schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst."

3° in paragraaf 1 wordt het zesde lid vervangen als volgt :

"De in het derde lid bedoelde mededeling vermeldt daarenboven :

1° de economische redenen die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of het instellen van een regeling van gedeeltelijke arbeid rechtvaardigen;

2° hetzij de naam, de voornamen en het identificatienummer van de sociale zekerheid van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst."

4° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt :

"De kennisgeving moet vermelden :

1° hetzij de naam, de voornamen en het identificatienummer van de sociale zekerheid van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst;

2° het aantal werkloosheidsdagen en de data waarop elke werkman werkloos zal zijn; de in het vijfde lid bedoelde mededeling aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bevat evenwel slechts de voorziene regeling inzake schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst;

3° de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid zal ingaan, en de datum waarop die schorsing of die regeling een einde zal nemen."

5° in paragraaf 2 wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

"Mededeling van de aanplakking of van de individuele kennisgeving wordt de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving door de werkgever op elektronische wijze overgemaakt aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. De Koning bepaalt de nadere regelen betreffende deze mededeling. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de elektronische mededeling vervangen kan worden door een mededeling bij een ter post aangetekende brief, verzonden aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is."

6° dans le paragraphe 3^{quater}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“Sur avis de la Commission paritaire ou du Conseil national du Travail, le Roi peut imposer l'obligation de communiquer immédiatement au bureau du chômage de l'Office national de l'Emploi le premier jour de suspension effective de l'exécution du contrat de travail, en vertu du présent article, de chaque mois civil. Le Roi détermine les règles concernant cette communication. Le Roi détermine également les conditions selon lesquelles la communication électronique peut être remplacée par une communication par lettre recommandée à la poste adressée au bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.”;

7° le paragraphe 5^{bis} est abrogé.

Art. 8. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} octobre 2011.

Pour ce même chapitre, le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Modification de l'article 190, § 3, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I)*

Art. 9. L'article 190, § 3, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), modifié par la loi du 30 décembre 2009, est complété par un quatrième alinéa, libellé comme suit :

“Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, instaurer des sanctions administratives, de 10 euros à 3.000 euros. Ces sanctions administratives ont la nature des amendes administratives visées à l'article 101 du Code pénal social du 6 juin 2010.

La sanction administrative est infligée aux mêmes conditions et pour autant que les mêmes règles que celles visées au Livre 1^{er} du Code pénal social du 6 juin 2010 soient respectées :

1) à charge des institutions qui sont chargées de l'affectation et l'utilisation de l'effort visé au § 1^{er} en vertu d'une convention collective de travail, dans le cas où le rapport d'évaluation et l'aperçu financier de l'exécution de la convention collective de travail visée sous le § 1^{er} n'ont pas été déposées, dans le cas où ledit rapport et aperçu ont été déposés après l'expiration de la date de dépôt mentionnée sous § 2 ou dans le cas où le rapport ou l'aperçu ont été rédigés de manière incomplète;

2) à charge des entreprises dans le cas où le rapport d'évaluation et l'aperçu financier de l'exécution de la convention collective de travail visée sous le § 1^{er} n'ont pas été déposés, dans le cas où ledit rapport et aperçu ont été déposés après l'expiration de la date de dépôt mentionnée sous § 2 ou dans le cas où le rapport ou l'aperçu ont été rédigés de manière incomplète.

Les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect des obligations visées au présent article.”

CHAPITRE IV. — *Modifications de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité*

Art. 10. Dans l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, inséré par la loi du 22 décembre 2003, et modifié par les lois des 27 décembre 2006, 8 juin 2008, 22 décembre 2008 et 30 décembre 2009, les points *f.* et *g.* sont remplacés par ce qui suit :

“*f.* L'entreprise s'engage à :

- ne pas se trouver en état de faillite;

- ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, des personnes à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

- ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, des personnes qui, dans les 5 années écoulées, ont été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 213, 229, 231, 265, 314, 315, 456, 4°, ou 530 du Code des sociétés, ou pour lesquelles le tribunal n'a pas prononcé l'excusabilité sur la base de l'article 80 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites;

- ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, des personnes qui, dans les 3 années écoulées, ont été impliquées dans une faillite, liquidation ou opération similaire.

g. L'entreprise a participé à la session d'informations concernant les titres-services, organisée par l'ONEm.”

6° in paragraaf 3^{quater} wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Op advies van het paritair comité of van de Nationale Arbeidsraad, kan de Koning de verplichting opleggen de eerste dag van de werkelijke schorsing van de uitvoering van de overeenkomst, krachtens dit artikel, in elke kalendermaand onmiddellijk elektronisch mede te delen aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. De Koning bepaalt de nadere regelen betreffende deze mededeling. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de elektronische mededeling vervangen kan worden door een mededeling bij een ter post aangetekende brief, verzonden aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.”;

7° paragraaf 5^{bis} wordt opgeheven.

Art. 8. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 oktober 2011.

De Koning kan voor ditzelfde hoofdstuk een datum van inwerking-treding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van artikel 190, § 3, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I)*

Art. 9. Artikel 190, § 3, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt aangevuld met een vierde lid, luidende :

“De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, administratieve sancties instellen van 10 euro tot 3.000 euro. Deze administratieve sancties hebben de aard van een administratieve geldboete zoals bedoeld in artikel 101 van het Sociaal Strafwetboek van 6 juni 2010.

De administratieve sanctie is onderworpen aan dezelfde voorwaarden voor zover de regels bedoeld in het 1ste boek van het Sociaal Strafwetboek van 6 juni 2010 nageleefd worden :

1) ten laste van de instellingen die in de in § 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst zijn aangeduid en die belast zijn met de besteding en het gebruik van de gelden van de in § 1 bedoelde inspanning, wanneer het evaluatieverslag en het financieel overzicht van de uitvoering van de in § 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst niet werden neergelegd, wanneer deze, na het verstrijken van de in § 2 vermelde uiterste datum van neerlegging, niet werden neergelegd of wanneer deze onvolledig werden opgemaakt;

2) ten laste van ondernemingen wanneer het evaluatieverslag en het financieel overzicht van de uitvoering van de in § 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst niet werden neergelegd, wanneer deze, na het verstrijken van de in § 2 vermelde uiterste datum van neerlegging, niet werden neergelegd of wanneer deze onvolledig werden opgemaakt.

De ambtenaren die aangeduid werden door de Koning houden toezicht op de naleving van de verplichtingen van dit artikel.”

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen*

Art. 10. In artikel 2, § 2, eerste lid, van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003, en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 8 juni 2008, 22 december 2008 en 30 december 2009, worden de bepalingen onder *f.* en *g.* vervangen als volgt :

“*f.* De onderneming verbindt zich ertoe om :

- niet in staat van faillissement te verkeren;

- onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de onderneming te verbinden, geen personen te hebben aan wie het uitoefenen van dergelijke functies verboden is krachtens het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het gerechtelijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen;

- onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de onderneming te verbinden, geen personen te hebben die de voorbije vijf jaar aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenis-sen of schulden van een gefailleerde vennootschap met toepassing van de artikelen 213, 229, 231, 265, 314, 315, 456, 4°, of 530 van het Wetboek van vennootschappen, of die door de rechtbank niet verschoonbaar zijn verklaard op basis van artikel 80 van de faillissementswet van 8 augustus 1997;

- onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de onderneming te verbinden, geen personen te hebben die de voorbije drie jaar verwikkeld waren in een faillissement, liquidatie of gelijkaardige verrichting.

g. de onderneming heeft deelgenomen aan de door de RVA georganiseerde informatiesessie over de dienstencheques.”

Art. 11. Dans la même loi, il est inséré un article *3bis* rédigé comme suit :

“Art. *3bis*. L’Office national de l’Emploi peut interdire à l’utilisateur qui a, de manière intentionnelle, participé à une infraction commise par l’entreprise, de commander et d’utiliser des titres-services pendant une période d’un an maximum.

Cette interdiction peut être renouvelée à l’égard de l’utilisateur qui participerait à nouveau à une infraction commise par l’entreprise après avoir déjà subi une telle interdiction.

Dans les cas, dans les conditions et selon les règles fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, l’Office national de l’Emploi peut exiger le remboursement de l’intervention fédérale des titres indûment introduits à l’utilisateur qui a participé délibérément à une infraction commise par l’entreprise, préposé ou son mandataire.”

Art. 12. Dans l’article 7, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 22 décembre 2003 et 17 juin 2009, la phrase “Il fixe également les conditions et modalités de restitution des interventions financières indûment accordées.” est remplacée par la phrase suivante :

“Il fixe également les conditions et modalités de restitution de l’intervention de l’État fédéral dans le coût du titre-service indûment accordée et du montant du prix d’acquisition du titre-service indûment accordé.”

Art. 13. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Les entreprises agréées avant l’entrée en vigueur de ce chapitre et après le 31 décembre 2009 sont, en application de l’article 2, § 2, alinéa 1^{er}, g., de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d’emplois de proximité, tel que modifié par le présent chapitre, tenues de participer à la session d’informations concernant les titres-services, organisée par l’ONEm, dans l’année qui suit l’entrée en vigueur du présent chapitre.”

CHAPITRE V. — *Prélèvement sur les réserves des ALE*
Modification des articles 102 et 103
de la loi-programme du 23 décembre 2009

Art. 14. Dans l’article 102, alinéa 1^{er}, de la loi-programme du 23 décembre 2009, les mots “et ce, au cours du premier trimestre de l’année 2011” sont abrogés.

Art. 15. Dans l’article 103, alinéa 1^{er}, de la même loi-programme, les mots “et ce, au cours du premier trimestre de l’année 2011” sont abrogés.

TITRE III. — Affaires sociales et Santé publique

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994*

Art. 16. Dans l’article 100 de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les lois des 3 juillet 2005 et 13 juillet 2006, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Est reconnu comme étant incapable de travailler, le travailleur qui reprend un travail autorisé à condition que, sur le plan médical, il conserve une réduction de sa capacité d’au moins 50 p.c.

Le Roi détermine le délai et les conditions dans lesquels l’autorisation de reprise du travail visée à l’alinéa 1^{er} est octroyée.”

Art. 17. Dans l’article 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par la loi du 28 avril 2010 portant des dispositions diverses, le mot “préalable” est supprimé.

Art. 18. Le présent chapitre entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Art. 11. In dezelfde wet wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidende :

“Art. *3bis*. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kan de gebruiker, die opzettelijk heeft deelgenomen aan een inbreuk gepleegd door de onderneming, verbieden om gedurende een periode van ten hoogste één jaar dienstencheques te bestellen en te gebruiken.

Dit verbod kan worden hernieuwd ten aanzien van de gebruiker die opnieuw zou deelgenomen hebben aan een door de onderneming gepleegde inbreuk nadat hij reeds een dergelijk verbod heeft ondergaan.

In de gevallen, onder de voorwaarden en volgens de regelen vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de gebruiker die opzettelijk heeft deelgenomen aan een inbreuk gepleegd door de onderneming, haar aangestelde of lasthebber, de terugbetaling vorderen van de federale tegemoetkoming voor de ten onrechte ingediende cheques.”

Art. 12. In artikel 7, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 december 2003 en 17 juni 2009, wordt de zin “Hij bepaalt eveneens de voorwaarden en de nadere regels betreffende de teruggave van de ten onrechte toegekende financiële tegemoetkomingen.” vervangen als volgt :

“Hij bepaalt eveneens de voorwaarden en de nadere regels betreffende de teruggave van de ten onrechte toegekende tegemoetkoming van de federale staat in de kostprijs van de dienstencheque en van het ten onrechte toegekende bedrag van de aanschafprijs van de dienstencheque.”

Art. 13. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De ondernemingen die erkend zijn vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk en na 31 december 2009, zijn, in toepassing van artikel 2, § 2, eerste lid, g., van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, zoals gewijzigd door dit hoofdstuk, ertoe gehouden om binnen het jaar na de inwerkingtreding van dit hoofdstuk aan de door de RVA georganiseerde informatiesessie over de dienstencheques deel te nemen.”

HOOFDSTUK V. — *Afoming van de reserves van de PWA’s*
Wijziging van de artikelen 102 en 103
van de programmawet van 23 december 2009

Art. 14. In artikel 102, eerste lid, van de programmawet van 23 december 2009 worden de woorden “gedurende het eerste kwartaal van 2011” opgeheven.

Art. 15. In artikel 103, eerste lid, van dezelfde programmawet worden de woorden “gedurende het eerste kwartaal van 2011” opgeheven.

TITEL III. — Sociale Zaken en Volksgezondheid

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994*

Art. 16. In artikel 100 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wetten van 3 juli 2005 en 13 juli 2006, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

“§ 2. Wordt als arbeidsongeschikt erkend, de werknemer die een toegelaten arbeid hervat op voorwaarde dat hij, van een geneeskundig oogpunt uit, een vermindering van zijn vermogen van ten minste 50 pct. behoudt.

De Koning bepaalt binnen welke termijn en onder welke voorwaarden de toelating tot werkhervatting als bedoeld in het eerste lid wordt verleend.”

Art. 17. In artikel 101, § 1, eerste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 28 april 2010 houdende diverse bepalingen, wordt het woord “voorafgaande” opgeheven.

Art. 18. Dit hoofdstuk treedt in werking op de door de Koning bepaalde datum.

CHAPITRE II. — *Accord social 2011 pour le secteur non marchand*

Art. 19. Le chapitre *IIquater* suivant est inséré dans le titre X de la loi-programme du 2 janvier 2001 :

“Chapitre *IIquater*. Intervention pour l’organisation patronale fédérale la plus représentative du secteur non marchand

Art. 59quinquies. Le présent chapitre prévoit un régime de prise en charge d’une intervention pour l’organisation patronale fédérale la plus représentative du secteur non marchand, représentée au sein du Conseil national du travail visé dans la loi organique du 29 mai 1952 du Conseil national du travail. Cette intervention couvre la prestation de services de cette organisation aux employeurs des secteurs fédéraux de la santé en vue de promouvoir la qualité à l’égard des personnes occupées au sein de ces secteurs et à l’égard des personnes soignées et traitées au sein de ces secteurs, ainsi que l’accessibilité financière.

Art. 59sexies. Le Roi fixe les modalités en vue de déterminer l’incidence financière, le montant et le paiement de l’intervention financière pour l’organisation patronale fédérale la plus représentative visée à l’article 59quinquies.

A cet effet, Il peut :

- 1° fixer les données administratives sur la base desquelles l’intervention est calculée;
- 2° déterminer le mode de calcul de l’intervention et de l’affectation;
- 3° fixer la période pendant laquelle cette intervention est applicable;
- 4° désigner les personnes physiques ou juridiques ou les organismes auxquels l’intervention doit être payée, ainsi que les dates de paiement;
- 5° désigner les services publics chargés des calculs et du paiement de l’intervention, ainsi que du contrôle de sa mise en œuvre.”

Art. 20. Le chapitre *IIquinquies* suivant est inséré dans le titre X de la loi-programme du 2 janvier 2001 :

“Chapitre *IIquinquies*. Intervention pour l’Institut de classification de fonctions

Art. 59septies. Le présent chapitre prévoit une intervention de 275.000 euros au profit de l’Institut de classification de fonctions en vue du maintien de 5 équivalents temps plein au sein de cet Institut.

Art. 59octies. Le Roi fixe les modalités d’exécution de cette intervention.

A cet effet, Il peut :

- 1° fixer le montant maximal d’intervention par équivalent temps plein ainsi que les barèmes applicables à ces fonctions;
- 2° désigner les services publics chargés du paiement de l’intervention ainsi que ceux chargés du contrôle de celle-ci.”

Art. 21. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE III. — *Financement des coupoles représentatives des patients*

Art. 22. Dans l’article 245, § 2, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, modifié par la loi du 23 décembre 2009, les mots “Pour l’année 2010” sont chaque fois remplacés par les mots “Pour 2010 et 2011”.

CHAPITRE IV. — *Commission de règlement de la relation de travail*

Art. 23. Dans l’article 343 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, modifié par la loi du 22 décembre 2008 et la loi du 30 décembre 2009, les mots “et au plus tard le 1^{er} janvier 2010” sont remplacés par les mots “et au plus tard le 1^{er} janvier 2012”.

Art. 24. L’article 23 produit ses effets le 1^{er} janvier 2010.

HOOFDSTUK II. — *Sociaal akkoord 2011 voor de non-profit sector*

Art. 19. In de titel X van de programmawet van 2 januari 2001 wordt het volgende hoofdstuk *IIquater* ingevoegd :

“Hoofdstuk *IIquater*. Tegemoetkoming voor de meest representatieve federale werkgeversorganisatie van de niet-commerciële sector.

Art. 59quinquies. Dit hoofdstuk voert een regeling in voor de tenlasteneming van een tegemoetkoming voor de meest representatieve federale werkgeversorganisatie van de niet-commerciële sector die vertegenwoordigd is in de Nationale Arbeidsraad zoals bedoeld in de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad. Deze tegemoetkoming dekt de dienstverlening van deze organisatie aan werkgevers van de federale sectoren van de gezondheidszorg met het oog op de bevordering van de kwaliteit ten aanzien van de personeelsleden die erin zijn tewerkgesteld alsook ten aanzien van de personen die er worden door verzorgd en behandeld, evenals de financiële toegankelijkheid.

Art. 59sexies. De Koning bepaalt de nadere regels met het oog op de vaststelling van de financiële weerslag, het bedrag en de betaling van de financiële tegemoetkoming voor de meest representatieve federale werkgeversorganisatie zoals bedoeld in artikel 59quinquies.

Daartoe kan Hij :

- 1° de administratieve gegevens aanduiden op basis waarvan de tegemoetkoming wordt berekend;
- 2° de wijze bepalen waarop de tegemoetkoming moet worden berekend en worden besteed;
- 3° de periode bepalen waarop deze tegemoetkoming van toepassing is;
- 4° de natuurlijke of rechtspersonen of de instellingen aanduiden waaraan de tegemoetkoming moet worden betaald en de tijdstippen waarop dit moet gebeuren;
- 5° de overheidsdiensten aanduiden, belast met de berekeningen en de betaling van de tegemoetkoming en met het toezicht op de aanwending ervan.”

Art. 20. In titel X van de programmawet van 2 januari 2001 wordt het volgende hoofdstuk *IIquinquies* ingevoegd :

“Hoofdstuk *IIquinquies*. Tegemoetkoming voor het Instituut Functieclassificatie

Art. 59septies. Dit hoofdstuk voorziet in een tegemoetkoming van 275.000 euro ten voordele van het Instituut Functieclassificatie om 5 voltijdse equivalenten in dit Instituut te kunnen behouden.

Art. 59octies. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van deze tegemoetkoming.

Daartoe kan Hij :

- 1° het maximumbedrag van de tegemoetkoming per voltijdse equivalent vaststellen, evenals de geldende barema’s voor deze functies;
- 2° de overheidsdiensten aanduiden, belast met de betaling van de tegemoetkoming, evenals diegene die belast zijn met het toezicht ervan.”

Art. 21. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Financiering van de representatieve patiëntenkoepels*

Art. 22. In artikel 245, § 2, van de programmawet (I) van 27 december 2006, gewijzigd bij de wet van 23 december 2009, worden de woorden “Voor 2010” telkens vervangen door de woorden “Voor 2010 en 2011”.

HOOFDSTUK V. — *Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie*

Art. 23. In artikel 343 van de programmawet (I) van 27 december 2006, gewijzigd bij de wet van 22 december 2008 en de wet van 30 december 2009, worden de woorden “en uiterlijk op 1 januari 2010” vervangen door de woorden “en uiterlijk op 1 januari 2012”.

Art. 24. Artikel 23 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2010.

TITRE IV. — Finances

CHAPITRE UNIQUE. — *Taxe sur la valeur ajoutée*

Art. 25. L'article 1^{er}*bis*, de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, rétabli par l'arrêté royal du 18 janvier 2000 et modifié par les arrêtés royaux des 10 février 2009, 2 juin 2010 et 17 novembre 2010, est abrogé.

Art. 26. L'article 1^{er}*ter*, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 18 janvier 2000 et modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 2010, est abrogé.

Art. 27. Dans le tableau A de l'annexe au même arrêté, il est inséré une rubrique XXXVIII, rédigée comme suit :

"XXXVIII. Rénovation et réparation de logements privés

§ 1^{er}. Les travaux immobiliers et autres opérations visées au § 3 sont, à l'exclusion des matériaux qui représentent une part importante du service fourni, soumis au taux réduit, pour autant qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° les opérations doivent avoir pour objet la transformation, la rénovation, la réhabilitation, l'amélioration, la réparation ou l'entretien, à l'exclusion du nettoyage, de tout ou partie d'un bâtiment d'habitation;

2° les opérations doivent être affectées à un bâtiment d'habitation qui, après leur exécution, est effectivement utilisé, soit exclusivement soit à titre principal comme logement privé;

3° les opérations doivent être effectuées à un bâtiment d'habitation dont la première occupation précède d'au moins cinq ans la première date d'exigibilité de la T.V.A. survenue en vertu de l'article 22 du Code;

4° les opérations doivent être fournies et facturées à un consommateur final;

5° la facture délivrée par le prestataire de services, et le double qu'il conserve, doivent, sur la base d'une attestation formelle et précise du client, constater l'existence des divers éléments justificatifs de l'application du taux réduit; sauf collusion entre les parties ou méconnaissance évidente de la présente disposition, l'attestation du client décharge la responsabilité du prestataire de services pour la détermination du taux.

§ 2. Sont considérés comme consommateurs finals au sens de la présente disposition pour les travaux immobiliers et autres opérations caractérisés au § 3, qui concernent les logements effectivement utilisés pour l'hébergement des personnes âgées, des élèves et étudiants, des mineurs d'âge, des sans-abri, des personnes en difficulté, des personnes souffrant de troubles psychiques, des handicapés mentaux et des patients psychiatriques, les personnes de droit public ou de droit privé qui gèrent :

1° des établissements d'hébergement pour personnes âgées qui sont reconnus par l'autorité compétente dans le cadre de la législation en matière de soins des personnes âgées;

2° des internats annexés aux établissements scolaires ou universitaires ou qui en dépendent;

3° des homes de la protection de la jeunesse et des structures résidentielles qui hébergent de manière durable des mineurs d'âge, en séjour de jour et de nuit, et qui sont reconnus par l'autorité compétente dans le cadre de la législation relative à la protection de la jeunesse ou à l'assistance spéciale à la jeunesse;

4° des maisons d'accueil qui hébergent en séjour de jour et de nuit des sans-abri et des personnes en difficulté et qui sont reconnues par l'autorité compétente;

5° des maisons de soins psychiatriques qui hébergent d'une manière durable, en séjour de jour et de nuit, des personnes présentant un trouble psychique chronique stabilisé ou des handicapés mentaux, et qui sont reconnues comme telles par l'autorité compétente;

6° des bâtiments où s'effectuent, à titre d'initiative d'habitation protégée, reconnue comme telle par l'autorité compétente, l'hébergement d'une manière durable, en séjour de jour et de nuit, et l'accompagnement des patients psychiatriques.

TITEL IV. — Financiën

ENIG HOOFDSTUK. — *Belasting over de toegevoegde waarde*

Art. 25. Artikel 1*bis* van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, hersteld bij het koninklijk besluit van 18 januari 2000 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari 2009, 2 juni 2010 en 17 november 2010, wordt opgeheven.

Art. 26. Artikel 1*ter* van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 januari 2000 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 2010, wordt opgeheven.

Art. 27. In tabel A van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt een rubriek XXXVIII ingevoegd, luidende :

"XXXVIII. Renovatie en herstel van privéwoningen

§ 1. Het werk in onroerende staat en de andere handelingen bedoeld in § 3, met uitsluiting van de materialen die een beduidend deel vertegenwoordigen van de verstrekte dienst, worden onderworpen aan het verlaagd tarief, voor zover de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de handelingen moeten de omvorming, renovatie, rehabilitatie, verbetering, herstelling of het onderhoud, met uitsluiting van de reiniging, geheel of ten dele van een woning tot voorwerp hebben;

2° de handelingen moeten betrekking hebben op een woning die, na de uitvoering ervan, hetzij uitsluitend, hetzij hoofdzakelijk, als privéwoning wordt gebruikt;

3° de handelingen moeten worden verricht aan een woning waarvan de eerste ingebruikneming ten minste vijf jaar voorafgaat aan het eerste tijdstip van verschuldigdheid van de btw dat zich voordoet overeenkomstig artikel 22 van het Wetboek;

4° de handelingen moeten worden verstrekt en gefactureerd aan een eindverbruiker;

5° de door de dienstverrichter uitgereikte factuur en het dubbel dat hij bewaart, moeten, op basis van een duidelijk en nauwkeurig attest van de afnemer, melding maken van het voorhanden zijn van de elementen die de toepassing van het verlaagd tarief rechtvaardigen; behalve in geval van samenspanning tussen de partijen of klaarblijkelijk niet naleven van onderhavige bepaling, ontlast het attest van de afnemer de dienstverrichter van de aansprakelijkheid betreffende de vaststelling van het tarief.

§ 2. Worden aangemerkt als eindverbruikers in de zin van deze bepaling, voor het werk in onroerende staat en de andere handelingen omschreven in § 3, met betrekking tot de woningen daadwerkelijk gebruikt voor de huisvesting van bejaarden, leerlingen en studenten, minderjarigen, thuislozen, personen in moeilijkheden, personen met een psychische stoornis, mentaal gehandicapten en psychiatrische patiënten, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen die beheren :

1° verblijfsinrichtingen voor bejaarden welke door de bevoegde overheid zijn erkend in het kader van de wetgeving inzake bejaardenzorg;

2° internaten die zijn toegevoegd aan scholen of universiteiten of die ervan afhangen;

3° jeugdbeschermingstehuizen en residentiële voorzieningen die op duurzame wijze, in dag- en nachtverblijf, minderjarige huisvesten en die erkend zijn door de bevoegde overheid in het kader van de wetgeving op de jeugdbescherming of de bijzondere jeugdbijstand;

4° opvangtehuizen die in dag- en nachtverblijf thuislozen en personen in moeilijkheden huisvesten en die erkend zijn door de bevoegde overheid;

5° psychiatrische verzorgingstehuizen die op een duurzame wijze in dag- en nachtverblijf personen met een langdurige en gestabiliseerde psychische stoornis of mentaal gehandicapten huisvesten en die door de bevoegde overheid erkend zijn;

6° gebouwen waar, ten titel van een initiatief van beschut wonen erkend door de bevoegde overheid, het op een duurzame wijze huisvesten in dag- en nachtverblijf en het begeleiden van psychiatrische patiënten plaatsheeft.

§ 3. Sont visés :

1° les travaux de transformation, d'achèvement, d'aménagement, de réparation et d'entretien, à l'exclusion du nettoyage, de tout ou partie d'un immeuble par nature;

2° toute opération comportant à la fois la fourniture d'un bien meuble et son placement dans un immeuble en manière telle que ce bien meuble devienne immeuble par nature;

3° toute opération, même non visée au 2°, comportant à la fois la fourniture et la fixation à un bâtiment :

a) de tout ou partie des éléments constitutifs d'une installation de chauffage central ou de climatisation, en ce compris les brûleurs, réservoirs et appareils de régulation et de contrôle reliés à la chaudière ou aux radiateurs;

b) de tout ou partie des éléments constitutifs d'une installation sanitaire de bâtiment et, plus généralement, de tous appareils fixes pour usages sanitaires ou hygiéniques branchés sur une conduite d'eau ou d'égout;

c) de tout ou partie des éléments constitutifs d'une installation électrique de bâtiment à l'exclusion des appareils d'éclairage et des lampes;

d) de tout ou partie des éléments constitutifs d'une installation de sonnerie électrique, d'une installation de détection d'incendie et de protection contre le vol et d'une installation de téléphonie intérieure;

e) d'armoires de rangement, éviers, armoires-éviers et sous-éviers, armoires-lavabos et sous-lavabos, hottes, ventilateurs et aérateurs équipant une cuisine ou une salle de bain;

f) de volets, persiennes et stores placés à l'extérieur du bâtiment;

4° toute opération, même non visée au 2°, comportant à la fois la fourniture et le placement dans un bâtiment de revêtements de mur ou de sol, qu'il y ait fixation au bâtiment ou que le placement ne nécessite qu'un simple découpage, sur place, aux dimensions de la surface à recouvrir;

5° les travaux de fixation, de placement, de réparation et d'entretien, à l'exclusion du nettoyage, des biens visés aux 3° et 4°;

6° la mise à disposition de personnel en vue de l'exécution des opérations visées ci-dessus.

§ 4. Le taux réduit n'est en aucune façon applicable :

1° aux travaux et autres opérations de nature immobilière, qui ne sont pas affectés au logement proprement dit, tels que les travaux de culture ou jardinage et les travaux de clôture;

2° aux travaux et autres opérations de nature immobilière, qui ont pour objet tout ou partie des éléments constitutifs de piscines, saunas, mini-golfs, courts de tennis et installations similaires;

3° à la partie du prix portant sur la fourniture de chaudières dans des immeubles à appartements, ainsi que sur la fourniture de tout ou partie des éléments constitutifs de systèmes d'ascenseurs."

Art. 28. Dans le tableau A de l'annexe au même arrêté, il est inséré une rubrique XXXIX, rédigée comme suit :

"XXXIX. Petits services de réparation

1. La réparation de bicyclettes.

2. La réparation de chaussures et d'articles en cuir.

3. La réparation et la modification de vêtements et de linge de maison."

§ 3. Worden beoogd :

1° het verbouwen, het afwerken, het inrichten, het herstellen en het onderhouden, met uitsluiting van het reinigen, geheel of ten dele, van een uit zijn aard onroerend goed;

2° prestaties die erin bestaan een roerend goed te leveren en het meteen op zodanige wijze aan te brengen aan een onroerend goed dat het onroerend uit zijn aard wordt;

3° iedere handeling, ook indien niet beoogd in de bepaling onder 2°, die tot voorwerp heeft zowel de levering als de aanhechting aan een gebouw :

a) van de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van een installatie voor centrale verwarming of airconditioning, daaronder begrepen de branders, de reservoirs en de regel- en controletuistellen verbonden aan de ketel of aan de radiatoren;

b) van de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van een sanitaire installatie van een gebouw en, meer algemeen, van al de vaste toestellen voor sanitair of hygiënisch gebruik aangesloten op een waterleiding of een riool;

c) van de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van een elektrische installatie van een gebouw, met uitzondering van toestellen voor de verlichting en van lampen;

d) van de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van een elektrische belinstallatie, van brandalarmtoestellen, van alarmtoestellen tegen diefstal en van een huistelefoon;

e) van opbergkasten, gootstenen, gootsteenkasten en meubels met ingebouwde gootsteen, wastafels en meubels met ingebouwde wasbak, zuigkappen, ventilators en luchtverversers waarmee een keuken of een badkamer is uitgerust;

f) van luiken, rolluiken en rolgordijnen die aan de buitenkant van het gebouw worden geplaatst;

4° iedere handeling, ook indien niet beoogd in de bepaling onder 2°, die tot voorwerp heeft zowel de levering van wandbekleding of vloerbekleding of -bedekking als de plaatsing ervan in een gebouw ongeacht of die bekleding of bedekking aan het gebouw wordt vastgehecht of eenvoudig ter plaatse op maat gesneden volgens de afmetingen van de te bedekken oppervlakte;

5° het aanhechten, het plaatsen, het herstellen en het onderhouden, met uitsluiting van het reinigen, van goederen bedoeld in de bepaling onder 3° en 4°;

6° de terbeschikkingstelling van personeel met het oog op het verrichten van de hierboven bedoelde handelingen.

§ 4. Het verlaagd tarief is in geen geval van toepassing op :

1° werk in onroerende staat en andere onroerende handelingen, die geen betrekking hebben op de eigenlijke woning, zoals bouwingswerkzaamheden, tuinaanleg en oprichten van afsluitingen;

2° werk in onroerende staat en andere onroerende handelingen, die tot voorwerp hebben de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van zwembaden, sauna's, midgetgolfbanen, tennisterreinen en dergelijke installaties;

3° het gedeelte van de prijs met betrekking tot de levering van verwarmingsketels in appartementsgebouwen alsook op de levering van de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van liftinstallaties."

Art. 28. In tabel A van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt een rubriek XXXIX ingevoegd, luidende :

"XXXIX. Kleine hersteldiensten

1. De herstelling van fietsen.

2. De herstelling van schoeisel en lederwaren.

3. De herstelling en het vermaken van kleding en huishoudlinnen."

Art. 29. Les articles 25 à 28 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2011.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Y. LETERME

Le Ministre des Finances,

D. REYNDEERS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Mme L. ONKELINX

La Ministre de l'Emploi,

Mme J. MILQUET

Le Ministre du Budget,

G. VANHENGEL

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

—
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants :*

53-1481/ (2010/2011) :

001 : Projet de loi-programme.

002 : Amendements.

003 et 004 : Rapports.

005 : Amendements.

006 : Rapport.

007 : Texte adopté par les commissions.

008 et 009 : Amendements.

010 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 16 juin 2011.

Documents du Sénat :

5-1098 - 2010/2011 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

Nos 3 et 4 : Rapports.

N° 5 : Amendements.

N° 6 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 30 juin 2011.

Art. 29. De artikelen 25 tot 28 treden in werking op 1 juli 2011.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 juli 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

Y. LETERME

De Minister van Financiën,

D. REYNDEERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Werk,

Mevr. J. MILQUET

De Minister van Begroting,

G. VANHENGEL

De Staatssecretaris voor Begroting,

M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

—
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

53-1481/ (2010/2011) :

001 : Ontwerp van programmawet.

002 : Amendementen.

003 en 004 : Verslagen.

005 : Amendementen.

006 : Verslag.

007 : Tekst aangenomen door de commissies.

008 en 009 : Amendementen.

010 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 16 juni 2011.

Stukken van de Senaat :

5-1098 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nrs. 3 en 4 : Verslagen.

Nr. 5 : Amendementen.

Nr. 6 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 30 juni 2011.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

F. 2011 — 1826

[2011/203555]

4 JUILLET 2011. — Loi-programme (II) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

TITRE II. — *Migration et asile*

CHAPITRE UNIQUE. — *Modification de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses relatives à l'asile et à l'immigration*

Art. 2. L'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses relatives à l'asile et à l'immigration, remplacé par la loi du 23 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

"Afin de pouvoir résorber la charge de travail dans le contentieux, le chiffre fixé à l'article 39/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 2011 — 1826

[2011/203555]

4 JULI 2011. — Programmawet (II) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

TITEL II. — *Migratie en asiel*

ENIG HOOFSTUK. — *Wijziging van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen betreffende asiel en immigratie*

Art. 2. Artikel 14, § 1, eerste lid, van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen betreffende asiel en immigratie, vervangen bij de wet van 23 december 2009, wordt vervangen als volgt :

"Teneinde de werkvoorraad met betrekking tot de betwistingen weg te werken, wordt het in artikel 39/4 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en